

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 48 (1975)

Heft: 5

Artikel: A Genève l'École d'architecture et la ville : les problèmes du Vieux-Carouge

Autor: Baertschi, Pierre / Riva, Mauro

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-127764>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A Genève, l'Ecole d'architecture et la ville: Les problèmes du Vieux-Carouge

18

Architecture et didactique

Où en est la didactique dans les écoles d'architecture ?

«Nul ne sait», nous répondait il y a trois mois un «Witzbold» (plaisantin) zurichois.

Inutile de s'étendre ici sur la crise que connaît actuellement, dans tous les pays, l'enseignement de l'architecture.

Alors, cette didactique ?

Eh bien, nous allons essayer de démontrer qu'elle est bien vivante, cela en nous fondant sur des expériences menées ce printemps à l'Ecole d'architecture de l'Université de Genève.

C'est ainsi que la commune genevoise de Carouge a vécu le mois de mars dernier à l'heure de l'architecture: trois expositions avaient en effet lieu dans la cité des bords de l'Arve, qui toutes étaient consacrées au Vieux-Carouge.

L'histoire n'est pas des plus courantes, cela d'autant plus que les problématiques et confrontations engagées étaient parfois nettement discordantes.

A l'origine de cette affaire, un groupe de l'Ecole d'architecture fut mandaté en juin 1974 par le très connu Kunstgewerbemuseum (Musée des arts décoratifs) de Zurich, cela dans le but de réaliser une exposition consacrée aux problèmes des vieilles villes. Nous nous consacrons dès lors, tous deux, à la mise sur pied de cette manifestation prévue pour le mois de novembre dernier. Bénéficiant d'une parfaite connaissance de ce quartier, nous disposons en plus d'une étude universitaire effectuée dès 1972 à l'Ecole d'architecture de Genève, sous la direction du professeur J.-M. Lamunière, avec la participation de divers enseignants EAUG et divers consultants extérieurs.

La recherche avait essentiellement porté sur des techniques de mise en relation, d'utilisation de banque des données, de mise au point d'éléments propres à la définition d'une sémantique urbaine... Un modèle de développement était dès lors proposé.

Une didactique ouverte sur l'extérieur

C'est au cours du travail que le groupe avait été confronté aux organes officiels chargés de veiller à l'application de la loi cantonale du Vieux-Carouge établie en 1969. Un séminaire avait été organisé en 1972, auquel participèrent les membres de la Fondation (communale) et de la Commission (cantonale) du Vieux-Carouge, de même que des représentants de la Municipalité, du Département cantonal des travaux publics, ainsi que des représentants des commerçants locaux. Une enquête avait alors été

entreprise, qui regroupait la problématique du quartier, ainsi que l'évolution que celui-ci avait prise depuis le début du siècle. La mutation des structures sociales et physiques apparaissait très clairement. Pour faciliter la compréhension de ces phénomènes de planification urbaine, des cartes explicites étaient projetées à l'aide de trois appareils. Quelques mises en relation étaient déjà ébauchées, notamment grâce à l'utilisation d'acétates et de trames adéquates.

Cette expérience fut pour nous des plus concluantes, et elle nous fit prendre conscience d'une série de positions:

— au niveau communal, l'intérêt était grand; des Carougeois se posèrent fondamentalement la question du devenir de leur quartier. Ils comprirent que les choses ne tombaient pas inéluctablement d'en haut, mais qu'une stratégie adaptée permettrait de sauvegarder les structures sociales et physiques de leur quartier, actuellement en pleine dégradation;

— au niveau de la Commission cantonale, composée pour une bonne part d'architectes, l'on attribua plus d'importance aux aspects méthodologiques et l'on se montra intéressés par le principe même d'une planification cohérente incluant en feed-back des modes de participation;

— c'est au contraire ce dernier point qui bouleversa les conceptions des fonctionnaires. Ils ne voyaient pas à quoi servait cette recherche, car «tout avait toujours si bien fonctionné jusqu'à maintenant. Alors que venaient faire ces jeunes loups incongrus...». Englués dans leur «establishment», ces gens avaient peur d'évoluer et devinrent dès lors un élément de réaction.

Le groupe décida de poursuivre sa recherche et développa le traitement des données sur ordinateur. Celles-ci furent étendues à une échelle plus vaste comprenant aussi bien le contenu (population et activités) que le contenant (bâtiments). De nouvelles mises en relation et des recherches dans le domaine signalétique furent entreprises. Un fichier de photos fut aussi établi pour l'ensemble de la zone (façade des bâtiments).

Architecture et urbanisme

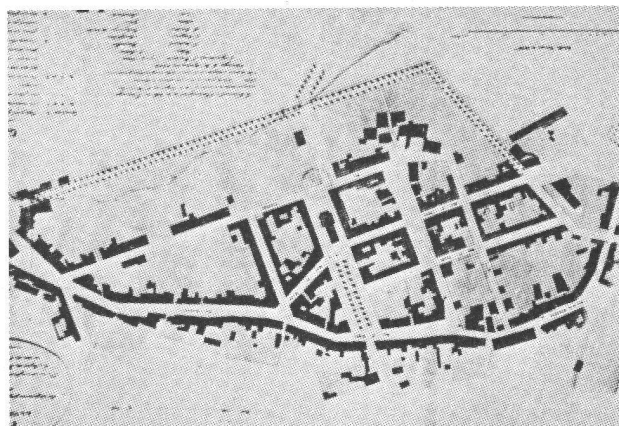
Le quartier était traité comme un «corpus» homogène présentant des caractéristiques morphologiques et typologiques propres, au sein duquel une intervention ou un projet devait nécessairement répondre à ces exigences d'intégration. Le projet était dès lors étroitement lié au processus général de planification urbaine et à l'histoire de la ville (celle des formes et celle des contenus).

En intervenant dans un tel tissu urbain, nous posons comme a priori le refus du kitsch (couramment pratiqué par les diverses reconstructions pastiches) et nous accusons le non-sens de la pratique actuelle qui vise à dissocier l'architecture de l'urbain. C'est sur cette base que nous eûmes l'occasion de faire diverses esquisses de projet.

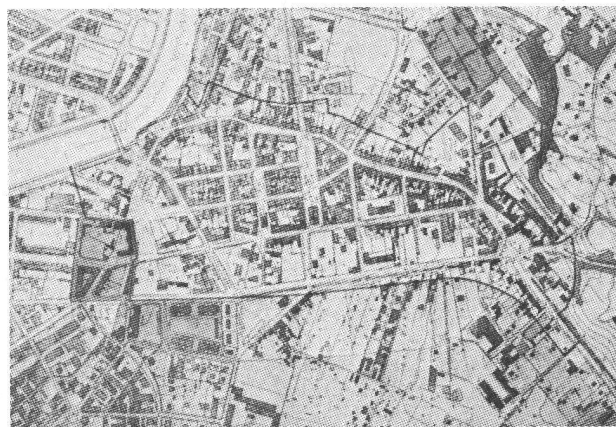
Mais qu'il est plus confortable d'appliquer en bonne âme et conscience les règles d'aménagement purement technocratiques, qui de nos jours — à l'époque de la cybernétique — relèvent encore du syllogisme !

C'est pourquoi, sentant dès lors se creuser un écart entre notre évolution propre, qui était liée à la compréhension de ces phénomènes dans la ville, et entre certaines conceptions qui visent à entretenir à la fois la crise de la création architecturale et la désintégration de la ville, il fallait établir un niveau de discussion. N'est-ce pas le rôle de l'Université (ce lieu privilégié de la recherche fondamentale) d'établir de telles plates-formes que ni le privé ni l'administration ne sont en mesure de mettre en place ? Cela avant tout, car ces derniers sont incapables de se dégager de l'habitude du quotidien, de la routine, du conformisme et des limites auxquelles ils sont tenus de se conformer («l'idéologie dominante» diront certains). Il est vrai qu'en évitant d'institutionnaliser l'enseignement traditionnel, une telle conception remet fondamentalement en cause le rôle des hautes écoles, ces endroits privilégiés du savoir, de ce savoir axé sur les modèles socio-économiques du moment (la technologie soi-disant appliquée) ou encore répétant des modèles établis (par exemple l'unité d'habitation de Marseille). Et l'on oublie au passage l'esprit avec lequel un Le Corbusier, par exemple (dans «Vers une Architecture»), a constamment lutté contre les absurdités de son temps, qui s'exprimaient alors par un académisme rétrograde. A ce sujet, le projet de la Société des Nations à Genève est illustratif. Et pourtant, exactement un demi-siècle plus tard, dans la même ville, l'on continue à «faire du pastiche», en réaction contre l'esprit de son temps et bien calfeutrés dans des raisonnements technocratiques.

Alors, ce savoir, que, selon Ivan Illich, «l'enseignant défend jalousement, et qu'il considère comme son équipement professionnel indispensable», n'est-ce pas aujourd'hui une nouvelle forme de scolastique ? Cette attitude est d'autant plus critiquable lorsqu'elle se camoufle derrière le prestige — qui existe toujours au sein de la population — d'un établissement universitaire.



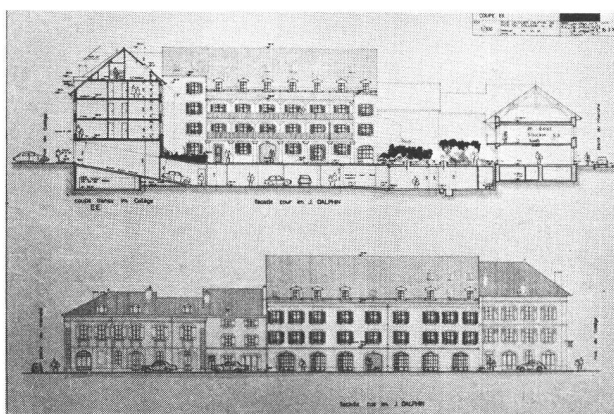
Le plan de Carouge en 1811.



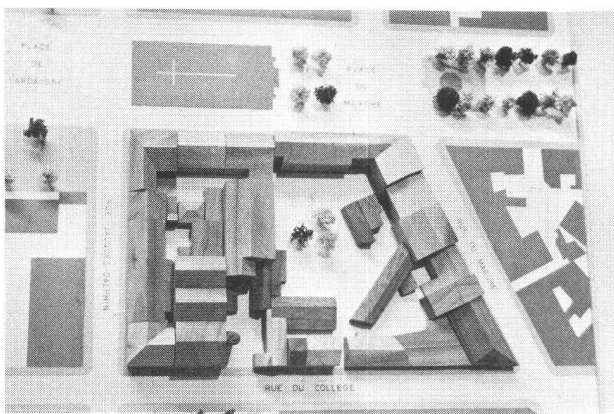
Le plan de Carouge en 1950.



Le plan de Carouge en 1974.

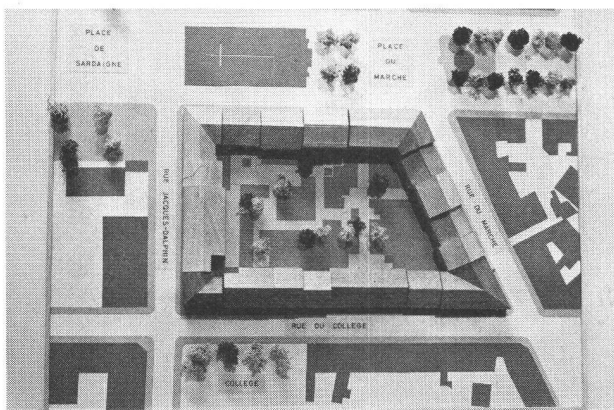


Un des projets officiels (Champendal) de la Fondation communale du Vieux-Carouge: façades sur la rue Jacques-Dalphin et sur cour.



Etat existant de l'îlot touché par les projets.

Restructuration préconisée, conformément aux actuelles dispositions légales.



Le rôle d'une école

Chacun s'accordera à reconnaître que le système didactique mis en place — à la demande des étudiants — en 1971 à l'Ecole d'architecture de l'Université de Genève est absolument novateur dans un pays aussi figé que le nôtre. La rupture de la relation enseignant-enseignés traditionnelle, la création de groupes ouverts sur l'extérieur et débouchant sur la pratique sociale, professionnelle et sur les problèmes de la ville semblaient être d'une audace hors pair. Il en allait de même de la généralisation de l'atelier vertical. Il est vrai que, dès le début, les critiques n'ont pas été épargnées à cette institution qui «dilapidait les fonds publics sans assurer de formation professionnelle» (sic). Alors, tout un chacun se demandait si, après l'architecture, l'on allait jeter le discrédit sur la Faculté des lettres (cette fabrique de chômeurs !), sur la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (après tout Piaget est à la retraite !), sur la Faculté des sciences (n'est-il pas vrai qu'à moins de 60 km. il y a une école polytechnique...), etc.

Ainsi, certaines critiques attribuées à ce système novateur n'étaient tout simplement pas sérieuses et témoignaient d'une incompréhension inquiétante. Toutefois, il est certain que, pour juger d'une telle expérience, il fallait bénéficier d'un certain recul dans le temps. Il est impossible de prétendre que tous les travaux effectués dans le cadre de ce système soient obligatoirement remarquables. Là aussi la courbe de Gauss... Il n'en reste pas moins que, malgré un certain vernis de parade, d'autres écoles n'offrent pas une qualité si exceptionnelle tout en tuant absolument les vertus d'un enseignement qui se veut universitaire (banalisation de la formation). Bien qu'il souffre encore de certaines lacunes (dues à des problèmes de fonctionnement) un système comme celui de l'EAUG sauvegarde l'essentiel: la nécessité d'un sens critique universitaire et d'une structuration des problèmes autonomes, non pas en fonction des modèles reçus.

Un musée zurichois

Mais revenons-en à nos expositions !

Le groupe que nous constituons se rendit donc assez vite compte de la nécessité qu'il y avait, dans une telle expérience, à établir une plate-forme pouvant servir de base à une discussion dans la ville. C'est pourquoi nous acceptâmes volontiers la possibilité que nous donnait le Kunstgewerbemuseum de Zurich d'organiser cette exposition, la neuvième d'une série consacrée à l'architecture et à la ville.

C'est quelque soixante panneaux qu'il nous fut donné de présenter, en version allemande, sur les bords de la Limmat. En plus, nous bénéficiâmes, à cette occasion, du patronage de l'Œuvre, association reconnue d'utilité publique par la Confédération suisse.

L'exposition intitulée «Altstadtprobleme am Beispiel der Genfer Stadt Carouge» (Problèmes des vieilles villes à l'exemple de la cité genevoise de Carouge) avait une portée générale, bien qu'elle traitât un exemple concret. Elle regroupait en un seul thème plusieurs notions qui avaient déjà fait l'objet de manifestations précédentes: les cours intérieures, les modèles d'habitat, la reconversion des bâtiments, etc. Elle les situait dans une problématique globale et au niveau de préoccupations quotidiennes: les problèmes à envisager avant la restructuration d'une vieille ville.

L'exposition fut commentée dans la plupart des journaux suisses alémaniques, y compris la «Neue Zürcher Zeitung» et la «National Zeitung» de Bâle. Elle fut partout accueillie favorablement. Du 15 au 22 février dernier, celle-ci était montée à Lucerne sous le patronage du Schweizer Werkbund (SWB), section de Lucerne. Enfin, le 8 mars, la Ville de Carouge et la Fondation du Vieux-Carouge (organisme communal) organisaient une importante manifestation à Carouge même, où étaient présentés ces panneaux, cette fois établis en version française. C'est ainsi que le «Dauphiné-Libéré» précisait dans son édition du 7 mars dernier: «Cette exposition a déjà été présentée à Zurich et à Lucerne avec un franc succès. La grande presse a apporté son adhésion quasi totale, et pourtant, outre-Sarine, on n'est pas tellement enclin à préjuger favorablement de ce qui émane de Romandie. Le test a donc été probant.»

Le but d'une exposition

Conscients de notre expérience préalable, nous nous sommes efforcés de conserver un style de présentation aussi clair que possible. Les textes sont courts, les documents essentiellement constitués de photographies et de caricatures. C'est là du reste qu'il faut chercher l'un des points les plus significatifs de l'expérience: à la différence d'une exposition «traditionnelle» d'urbanisme, nous évitons volontairement de tomber dans un pseudo-technicisme (cartes d'affectations, densités, espaces verts, etc.). Il ne s'agit pas de révéler à des usagers que leur avenir peut être lu sur des plans.

Pour nous, chaque élément est traité dans un con-



Rue Saint-Victor, un cadre urbain.



La tranquillité des cours-jardins.

Une tradition ancienne: la foire aux taureaux, qui a lieu tous les deux ans.





Caractéristiques morphologiques du paysage urbain.



Caractéristiques typologiques: les coursives sur cour qui distribuent les appartements.

Une vue de l'exposition présentée à Carouge.



texte historique et morphologique, de façon à mettre en évidence la substance architecturale. C'est pourquoi nous avons choisi de retracer globalement la naissance du quartier, son évolution, ses caractéristiques — entre autres le rapport ville-campagne — et la dégradation urbaine à laquelle on a pu assister ces dernières années. Ce dernier point est présenté à l'aide de caricatures illustrant le changement de contenus et la destruction en cours de l'image urbaine par la généralisation du kitsch.

Ainsi, une telle exposition se conçoit fort bien dans la ligne d'une législation telle que celle du «Town and Country Planning Act» britannique, ou encore, elle correspond fort bien à l'idée dominante introduite dans le «Städtebauförderungsgesetz» d'Allemagne de l'Ouest en 1971. Rappelons la place attribuée dans cette loi fédérale aux mécanismes de participation, considérés comme indissociables de toute entreprise de restructuration et de planification urbaine: «C'est aussitôt que possible que la Commune doit débattre de la rénovation de la zone à restructurer avec les propriétaires, les locataires, les teneurs de bail et autres usagers, ainsi que de leur participation au déroulement de la restructuration.» C'est en effet de telles mesures que dépend l'exécution d'une restructuration correspondant aux besoins effectifs et qui aura un effet avant tout en luttant contre la spéculation, en accélérant la préparation de mesures et l'intégration des gens concernés dans le processus de la planification.

Notre refus est net de considérer la restructuration comme une mesure visant à transformer l'environnement bâti seulement, par exemple, à la façon des normes ORL.

Nous sommes d'avis qu'il faut avant tout considérer la planification urbaine comme un processus social évolutif, et dont les stratégies peuvent évoluer. En ce sens, nous nous rapprochons avant tout d'une esthétique des contenus. C'est ainsi que nous sommes absolument convaincus que, de plus en plus, la sémantique urbaine sera appelée à jouer un rôle décisif dans la planification et dans le «urban design». Le problème du décodage et de l'instrumentisation de cette science reste une des tâches majeures du devenir de la ville.

Deux expositions

L'exposition «problèmes des vieilles villes» a donc pu bénéficier d'une expérience unique: c'est sous un patronage officiel qu'elle a été présentée. Dans la même salle étaient exposées les réalisations actuellement entreprises par la Commune de Carouge



Rue d'Arve, au début du siècle et maintenant, un bel exemple de développement incontrôlé. Que signifie une limite de protection passant au milieu d'une rue ?

(l'état de ses finances lui permet d'entreprendre diverses opérations immobilières) dans la zone historique. Cette exposition décrivait donc essentiellement les projets de construction de la Fondation communale du Vieux-Carouge: deux immeubles locatifs pastiches et les projets établis pour un îlot entier (le triangle de Carouge-Centre).

C'est en termes aigus que ces deux expositions montraient les carences enregistrées aujourd'hui chez nous dans le domaine de la restructuration.



L'inexistence de processus de consultation, le néant en matière de traitement de l'information, l'importance de la dissociation opérée de facto entre l'architecture et l'urbanisme soulignaient à quel point l'absence d'un solide support théorique se fait cruellement sentir.

Cette «pratique courante de l'architecture» conduit, comme on le sait, à un certain nombre d'absurdités, et il n'est dès lors pas exagéré de parler de «crise de la création architecturale». Seule la compréhension du phénomène urbain et de son évolution permettra de dépasser cette situation. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes attachés à proposer comme marche à suivre un plan d'intervention comprenant un classement en catégories des bâtiments. D'autre part, nous avons attribué une place prépondérante aux caractéristiques morphologiques et typologiques du tissu urbain, qui est en fait organisé selon sa logique propre (critères et structure urbaine d'un tissu historique). Il ne nous a malheureusement pas été possible, en l'état, de publier le détail des données dont nous disposions à ce sujet. Car, à l'occasion de cette manifestation, la Commune de Carouge avait publié un catalogue richement illustré, dont la réalisation nous avait été confiée. Un document analogue¹ sort du reste ces

temps en librairie, aux Editions Georg, Librairie de l'Université, Genève, ce qui constitue d'ailleurs une première pour l'EAUG, dont aucun travail n'avait encore paru en édition. Chacun pourra ainsi facilement acquérir ce document. Il sera suivi, d'ici quelques mois, fort vraisemblablement, d'un second volume, plus spécialisé, qui développera une structure opératoire permettant l'élaboration d'alternatives, toujours dans l'optique d'une planification ouverte de la ville.

Une promotion

Plutôt qu'une réelle opposition, l'on avait l'impression que c'est un décalage qui séparait l'analyse urbaine d'un certain type de pratique professionnelle. Car, si cette pratique était possible, c'est bel et bien parce que le résultat final (kitsch) semblait fort bien admis par l'homme de la rue.

Or, c'est précisément pour engager l'usager, l'habitant, à se rendre à cette exposition que la Ville avait fait imprimer, non seulement un catalogue, mais encore des affiches (placardées dans toute la ville), des affichettes (pour les boutiques), des papillons (distribués à chaque ménage) ainsi que des autocollants. Un peu une campagne à l'américaine... L'effort de promotion entrepris par cette municipalité en faveur de son quartier ancien est remarquable et, en cette Année du patrimoine européen, unique en Suisse. La grande presse fut particulièrement frappée par le «pedigree» zurichois de cette manifestation, dont elle fut unanime à souligner l'intérêt puisque aussi bien le «Journal de Genève» que la «Voix ouvrière» engagèrent leurs lecteurs à une visite. Trois partis politiques communaux (le Parti du travail, le Parti socialiste et le Parti démocrate-chrétien) organisèrent même une visite commentée de la manifestation, alors que le maire, radical, avait été un des promoteurs de cette organisation. La Télévision suisse accorda, pour sa part, six minutes d'émission. Diverses organisations organisèrent également des visites groupées. Mais si l'objectif était plus qu'atteint en ce qui concerne les «opinion's leaders» locaux, il restait une grande inconnue: comment le public, la population, avait-elle réagi? A cet effet, une urne avait été installée où des suggestions, des remarques et des critiques pouvaient être apportées.



¹ Problèmes des Vieilles Villes. Editions Georg, Librairie de l'Université, Genève. Prix: 15 fr.

Il est à remarquer que la présence de deux expositions dans la même salle a été comprise de façons parfois fort différentes, certaines personnes considérant la seconde comme la suite de la première, d'autres au contraire accusant l'antagonisme, ou le relevant par diverses remarques.

D'une façon générale, toutes les personnes qui se sont exprimées sont pour la conservation du Vieux-Carouge, et il semble du reste que leur seule présence suffisait généralement à justifier cette opinion. Plus de la moitié des gens ayant exprimé un avis au moins ont signé ou laissé leur adresse. Il semble donc qu'une certaine crainte de remettre en cause les décisions « officielles » ou généralement admises existe. Peut-être est-ce aussi un problème plus fondamental, les gens n'ayant en effet pas l'habitude que leur avis soit pris en considération. « De toute façon, « ils » font ce qu'« ils » veulent » est une remarque que nous avons plusieurs fois entendue.

Notre exposition et sa « boîte à idées » ont fait apparaître la confusion régnant en matière de terminologie (que signifie « rénovation » ou « conservation » ?) et les avis divergents, concernant la sauvegarde de cette vieille ville.

Quelques personnes avaient un niveau de préoccupation qui ne dépassait pas le document photographique, ce qui montre l'étendue du travail à faire pour concerner certaines gens à l'avenir de leur ville.

Plusieurs suggestions se rapportaient aux activités. On demandait des ateliers pour l'artisanat et des professions artistiques.

Il est à relever un point très intéressant à l'actif de la population: certains demandaient même l'organisation d'une tribune d'échange et de débat consacrée aux problèmes de la ville qu'ils souhaitaient plus importante et permanente.

Il ressort de divers éléments que c'est avant tout une classe de gens déjà relativement éveillés politiquement et relativement bien nantis (petits propriétaires) qui s'est déplacée à la salle des Charmettes, où avait lieu l'exposition. La population traditionnelle, les commerçants, les « fans » du Vieux-Carouge (il en existe encore !) constituaient pour le moins un bon tiers des visiteurs. Les habitants des quartiers extérieurs, ouvriers et employés pour la plupart, semblaient peu concernés par ce problème... d'architecture. Et il y eut également un tiers des visiteurs environ qui venaient de la toute proche Genève: parmi eux, de nombreux curieux, des étudiants, mais aussi des historiens, des architectes et des régisseurs.

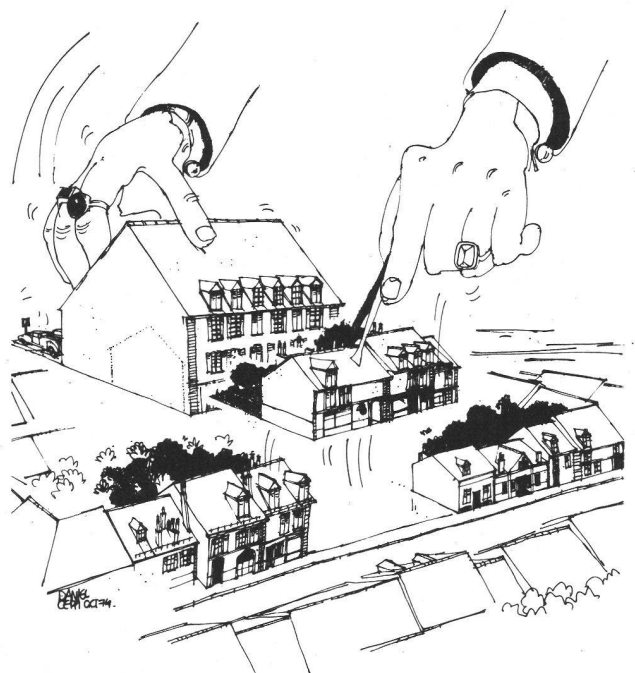
Il y avait beaucoup de personnes âgées, mais aussi beaucoup de jeunes, l'âge étant, en ce domaine, un critère peu déterminant.

Mass media et participation

Ainsi, il semble que, malgré tout, ces problèmes soient voués à toucher une classe de gens bien déterminée: ceux qui possèdent un niveau d'instruction et un esprit de curiosité lié à une conscience civique. Et, de plus en plus, il apparaît que le problème de la ville est indissociable de ce dernier élément. Alors, n'est-ce pas là une incitation à œuvrer dans la voie définie par Roland Barthes:

« Il suffit donc que l'analyse idéologique se répète et consiste pour qu'elle devienne elle-même un objet idéologique » ? Cette notion est du reste assez proche du « the medium is the message » proclamé par Mac Luhan.

Et il est intéressant de constater ce que signifie une telle entreprise en termes pratiques: le Vieux-Carouge compte environ 4000 habitants et la commune de Carouge 14 000 habitants, avec une très forte proportion de ressortissants étrangers. Cette exposition, qui fut un succès, a permis d'enregistrer un chiffre de visiteurs oscillant autour de 1600 personnes. Il faut encore relever le fait que le message



qui y était contenu a été reçu de façons parfois fort différentes ! Que nous sommes loin d'une véritable démocratie urbaine ! Quel chemin l'éducation se doit encore de parcourir en ce domaine ! Et pourtant, le changement existe. Mais c'est surtout à l'intérieur du cercle restreint des politiciens et des professionnels que l'impact a eu un écho certain.

Actuellement, nous poursuivons un travail de formation et d'information à travers le journal local, bihebdomadaire, où nous tenons une chronique régulière consacrée à la restructuration du quartier.

D'autre part, nous venons d'apprendre que, suite à ces événements, la décision avait été prise par un groupe de citoyens de fonder un mouvement local, de quartier, destiné à créer une base d'information et de discussion et à offrir une structure d'expression adaptée aux problèmes du Vieux-Carouge, notamment en luttant contre la dégradation physique et sociale en cours.

Une troisième exposition

C'est parallèlement à notre exposition qu'un groupe de l'Ecole d'architecture, animé cette fois non pas par deux étudiants, mais par un architecte, professeur à l'EAUG, présenta le travail qu'il avait effectué dans le cadre de l'Ecole avec la participation de plusieurs enseignants et étudiants. Se portant en faux contre les projets élaborés par la Municipalité dans le triangle de Carouge-Centre, projets qui visent à installer un supermarché au centre de la zone historique, sur un terrain municipal, le groupe présentait un contreprojet. Le tout s'accompagnant d'une tentative de sensibilisation de la population à travers une campagne de tracts, qui attaquaient les lois de la ville capitaliste et la conduite des affaires communales dans cette affaire.

Bien que jouissant d'un appui constitué par l'ALCA, l'Association des locataires de Carouge et des Acacias — qui, pour cette occasion, avait loué un emplacement en plein centre de la ville — cette tentative rencontra plusieurs difficultés: la réaction des autorités et des partis politiques locaux qui toléraient assez mal ce style de débat politique sur la ville deux mois avant les élections municipales et qui, pour la plupart, se refusaient à revenir sur des décisions déjà prises.

Quant au projet à proprement parler de ce groupe, il proposait une «rénovation minimale» des bâtiments existants avec insertion de deux petits immeubles de traitement contemporain. A l'instar de notre exposition, il s'opposait à la généralisation du pastiche et du kitsch. Mais, là également, il sembla que la

plupart des gens ne se rendaient pas compte de la relation existant entre des problèmes d'architecture et une théorie urbaine. Certains — même des architectes ! — ne comprirent pas quelle leçon d'architecture donnait un tel projet et ils se crispèrent uniquement sur la critique politique de la ville qui l'accompagnait. L'on pouvait du reste, tel est au moins notre avis, déceler certaines maladresses dans cette dernière, car elle se heurta à bien des incompréhensions.

Aussi peut-on penser qu'une telle entreprise de contreprojet restera inscrite dans les annales de Carouge beaucoup plus comme un manifeste que comme une recherche en planification urbaine.

Mais il n'en reste pas moins que la conjonction de ces deux expositions faites par l'Ecole d'architecture et la présentation par une municipalité de ses projets en cours reste une expérience du plus haut intérêt, cela aussi bien pour les étudiants, la profession que les habitants. Sur un plan plus général, elle illustre fort bien quel rôle l'université peut jouer par rapport à la ville.

L'avenir de la restructuration en Suisse

En Suisse, comme ailleurs, le renouvellement de l'urbain est une permanence, même dans les noyaux historiques. Le problème de la conservation des centres anciens ne peut être pris pour lui-même, mais au contraire en tenant compte des phénomènes et processus complexes du système urbain dans son ensemble. Ainsi, par exemple, les implications qui relèvent des relations entre les processus complémentaires de périphérisation (banlieues résidentielles) et de tertiarisation (centres administratifs). En fait, ces développements urbanistiques actuels demeurent incontrôlés, faute de moyens législatifs adéquats et d'une volonté politique cohérente et précise, évidente.

Devant ce dépérissement, cette dégénérescence des centres historiques, l'urgence d'une action d'ensemble cohérente est indispensable, avant qu'il ne soit trop tard pour faire quoi que ce soit. La croissance au coup par coup n'est désormais plus praticable. L'Année européenne du patrimoine architectural nous fait réfléchir: allons-nous continuer à vendre «en braderie» ce qui reste de nos vieilles villes ?

Pourra-t-on attribuer un rôle nouveau aux centres anciens et recréer ainsi une certaine façon d'habiter s'opposant aux phénomènes de «sarcellisation» ? Cela ne signifie pas qu'il faille rester figé dans des conservations stériles, mais qu'il faut chercher à

Les volumes des nouveaux bâtiments cassent complètement l'échelle du tissu urbain.



27

adapter le centre historique à la vie moderne non pas à coups de bulldozer, mais en gardant sa structure et sa forme.

Et comment l'on démolit pour reconstruire

Il est un fait malheureux: les mutations du paysage urbain et de sa substance sociale procèdent généralement par étapes successives. Ces changements se font de manière insidieuse et leurs implications désastreuses sont à peine perceptibles par l'habitant, qui, profane en la matière, ne se rend pas toujours compte du nouveau visage que prend sa ville. Il faut relever à sa décharge que fort peu de choses ont été entreprises pour faire changer cette situation. Au contraire, le fossé entre d'une part les spécialistes et d'autre part les usagers (et bien souvent leurs représentants politiques) n'a fait que croître. L'habitant se sent de moins en moins concerné par les développements que prend sa ville. Cependant, il est indéniable que la population en général reste attachée à ce que l'on appelle les témoins du passé et qu'elle n'accepte que difficilement leur destruction. Hélas, il est assez aisé de trouver prétexte à telle intervention: lorsque la valeur architecturale d'un bâtiment prend valeur d'obstacle, il suffit de le laisser se dégrader volontairement, de façon à rendre hors question une restauration. Au moment propice, il n'y aura plus qu'à substituer à un bâtiment «pourri» une bâtisse d'un meilleur rapport «neuve et propre» (sic). C'est pourquoi, la solution du «pastiche caramélisé» s'impose de plus en plus dans certaines zones de protection. Derrière des alibis de façade, l'on dénature de façon grossière des témoins historico-culturels, le tout au profit d'une anti-architecture bâtarde. Et l'on parle de reconstructions dans le style !

Architecture, faux-vieux et pastiche

Cette pratique procure un faux sentiment de sécurité à l'usager: «On a conservé.»

Il semble bien que «l'image collective» (au sens lynchien du terme) de la cité soit en voie d'être satisfaite par les artifices du kitsch (symbolisme véhiculé par certains mass media), et cela au détriment de la signification formelle véritable des vieilles villes.

Ces mauvaises imitations n'ont en effet rien à voir avec l'architecture qu'elles prétendent recréer. Elles sont, pour la plupart, sans aucun rapport d'échelle par leur volume avec les bâtiments voisins. De plus, l'on observe une banalisation des rythmes de façade. Un signe stéréotype (par exemple les arcades

en anse de panier à Carouge) est considéré comme définissant le caractère d'un tissu urbain et il est reproduit maintes fois en rangs serrés, car les exigences de programmes sont autres. Pourtant la signification de l'architecture des vieilles villes, son caractère, c'est en général une superposition ou une adjonction d'éléments hétéroclites, qui se fondent dans une impression d'homogénéité.

C'est pourquoi les «décors de théâtre» que l'on a tendance actuellement à généraliser cachent une évolution lourde de conséquences.

A cela s'ajoutent le délogement d'une population originale et la dégradation urbaine.

C'est par de telles voies que l'on tend à supprimer la substance physique et sociale d'un tissu historique.

Vers des solutions

Comment peut-on, aujourd'hui, combattre cette dégradation à la fois sociale et physique, puisque ces deux éléments se trouvent toujours liés ?

C'est à travers un plan d'intervention relevant de l'ensemble de la zone établie qu'une politique pour la conservation doit être rapidement définie. Ce plan devrait prendre comme référence un objectif de conservation totale des bâtiments et ensembles de qualité.

La conception de la sauvegarde des centres historiques est restée (et reste encore, dans bien des cas) accrochée à un culte rigide et académique de l'antique, où l'on définit l'environnement historique seulement comme une somme de monuments individuels.

La transposition du concept de monument de l'échelle architectonique à celle urbanistique doit permettre de reconsidérer les modalités pour la protection des sites historiques qui ne comptent pas d'édifices exceptionnels, mais qui, par leur valeur de groupe, n'en représentent pas moins un intérêt certain.

Ainsi, les groupes de maisons et les bâtisses dont la valeur historico-architecturale est reconnue comme telle doivent être conservés et restaurés. Cependant, la notion d'un programme de «réparation» doit être dépassée, la sauvegarde du patrimoine historico-culturel ne signifiant pas protéger les témoins du passé hors de tout discours dynamique et de mise en valeur; il serait tout aussi faux de vouloir absolument soustraire ces derniers aux vecteurs économiques et sociaux. Ces positions constituent l'émanation d'une culture dépassée qui s'inspire des critères de contemplation propres au siècle dernier. Ces carences conceptuelles et opérationnelles, ainsi

que ces lois de protection rendues inefficaces par leur trop grande généralité et les possibilités d'interprétation inhérentes, n'ont pas conduit à une politique de sauvegarde digne de ce nom.

Quant aux autres immeubles, ils doivent être reconstruits dans le respect absolu de la logique du tissu urbain ancien... et non pas dans une sous-culture de kitsch, qui représente tout au plus un compromis néfaste, et qui, en fait, ne résout rien.

Il est possible d'insérer (dans certains cas) dans le tissu historique des éléments d'architecture qui soient représentatifs d'une position culturelle progressive et, à travers cela, instaurer une forme de dialogue avec la cité du passé.

Ce plan de sauvegarde se devra donc de prendre en considération l'interdépendance constante de toutes les données en action (aussi bien économiques, physiques que sociales), et sa mise en place ne peut revêtir de sens que dans le cadre d'une intervention d'ensemble.

A l'origine du problème, il s'agit de réussir à conserver les éléments de vie restant, et surtout, d'insérer de nouvelles fonctions économiques, de loisirs ou touristiques.

Bien entendu, ces implantations nouvelles ne doivent pas se faire au détriment de la dimension résidentielle, indispensable à l'équilibre du centre ancien. Ainsi, il est nécessaire que la population traditionnelle soit relogée et conservée dans son cadre ancien.

A ce sujet, il faut bien comprendre que le témoignage d'un passé architectural privé de sa substance vitale ne signifie plus rien. En outre, les nouvelles activités doivent être compatibles avec le cadre bâti. Les activités incompatibles avec la résidence seront décentrées au profit des fonctions spécifiques du vieux quartier et les actuelles composantes sociales seront maintenues.

Pédagogie à l'urbanisme et démocratie urbaine

Parallèlement, il est indispensable d'assurer la mise sur pied d'un processus de consultation des gens et des milieux concernés. Les problèmes posés exigent la participation active des habitants, cela afin de dépasser la simple application de normes techniques.

Les gens concernés doivent pouvoir prendre part à l'élaboration, à la détermination et à la poursuite des objectifs à atteindre par l'application du plan d'intervention.

C'est dans ce cadre que l'Université pourrait être appelée à assumer un rôle de recherche opéra-

tionnelle, comme ce fut le cas à Ancône, par exemple.

Les expériences américaines (Haarlem, Washington, Berkeley, Chicago, Albuquerque, Philadelphie-Mantua, etc.) nous avaient quant à elles habitués à des pratiques même beaucoup plus hardies: ainsi «l'advocacy planning». Les problèmes insolubles auxquels il fallait s'attaquer nécessitaient des méthodes nouvelles. C'est ainsi que le «Community Action Program» établi en 1964 aux Etats-Unis liait l'attribution des mesures publiques du Gouvernement fédéral à la participation des gens concernés. Saul Alinsky expliquait alors, au sujet de ce programme, que «le tout était de la pornographie politique... parce que l'on camouflait ainsi que la pauvreté n'était pas seulement un manque d'argent, mais bien également un manque de pouvoir». Puis ce fut l'expérience de Woodlawn où, sous la pression de la communauté de ce quartier de Chicago, l'Université voisine a dû se résigner à créer une équipe d'étudiants en urbanisme collaborant au développement socio-économique du quartier. Il y a trois ans, Martin Kuenzlen, autre planificateur américain, parlait de «l'advocacy planning» comme d'une «solution intermédiaire» et développait une conception encore plus avancée de la planification comme instrument de changement social passant par une remise en cause des structures économiques.

Orientations

Quoi qu'il en soit, les programmes des grandes écoles de planification américaine ont tous des points communs: «Ils prennent tous en compte les interactions entre le social, l'économique, le politique et le spatial, cherchant tous à expliquer comment travaille le système urbain (...); certaines universités partent du principe que les sujets d'étude changent rapidement et se refusent à les définir une fois pour toutes» (H. Perloff et F. Klett). Ainsi, le «Urban Center Studies» de Louisville a poursuivi des expériences intéressantes en matière de développement de communautés. Quant à l'école de planification de l'Université de Californie à Los Angeles, elle poursuit une expérience avec son «Urban Innovation Group» (UIG), qui, en tant qu'organisation, permet aux étudiants d'accomplir leur stage dans une organisation sociale. «Urban Innovation Group» est une organisation sans but lucratif qui, localisée hors du campus, traite sous contrat des projets à caractères sociaux et rétribue les étudiants et les enseignants pour développer ces projets. Comme

dans les facultés de médecine, les étudiants y sont en contact direct avec la pratique, sous la supervision de leurs enseignants. Tant il est vrai que «l'efficiency» a toujours été une vertu très américaine, il reste encore un certain chemin à parcourir pour que, chez nous aussi, l'on puisse assister à une telle collaboration entre les pouvoirs publics et l'Université.

C'est dans son ouvrage «Planification urbaine et régionale» que J. B. McLoughlin (Grande-Bretagne) précise dans quelle ligne s'inscrit aujourd'hui la didactique en matière de design urbain:

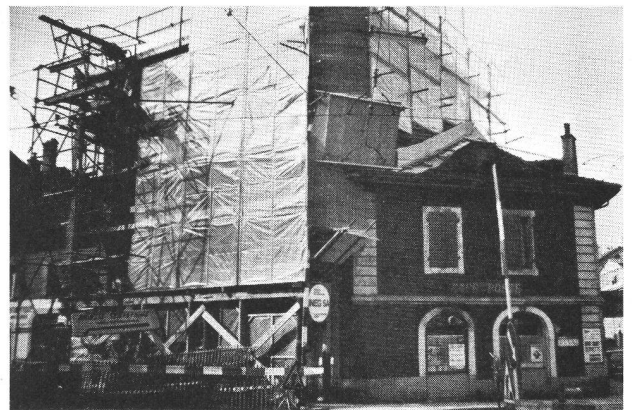
«Il est évident que la formation de ce genre de personnes est un travail exigeant à la fois pour les professeurs et les étudiants. Cela suppose non seulement une profonde connaissance théorique des systèmes urbains et régionaux ainsi que de la façon de les contrôler et de les guider, mais aussi une compétence pratique pour y parvenir. Seule l'expérience peut apporter le niveau voulu de compétence — dans le cas d'étudiants, il s'agit nécessairement d'une expérience simulée. Seuls, le contact prolongé avec un large éventail de problèmes de ce genre et la rencontre avec les difficiles questions du système de valeur sous-jacent à la prise de décision, avec les critiques des professeurs, condisciples et praticiens, peuvent donner la compétence voulue. On ne peut pas considérer que les cours, si solides et si à jour soient-ils quant à leurs bases théoriques et la façon qu'ils ont de traiter le contexte pratique, constituent une formation valable pour les planificateurs s'ils n'incluent pas l'élément essentiel constitué par un entraînement pratique à la prise de décision.»

D'une manière générale, l'on peut dire que la planification urbaine ou régionale n'aura acquis un bon taux de crédibilité que «quand les responsables politiques ou les citoyens intéressés s'en rapporteront à la littérature urbaine pour essayer de comprendre ce qui se passe dans leur ville et pour tenter de discerner quelle politique suivre». (H. Perloff et F. Klett).

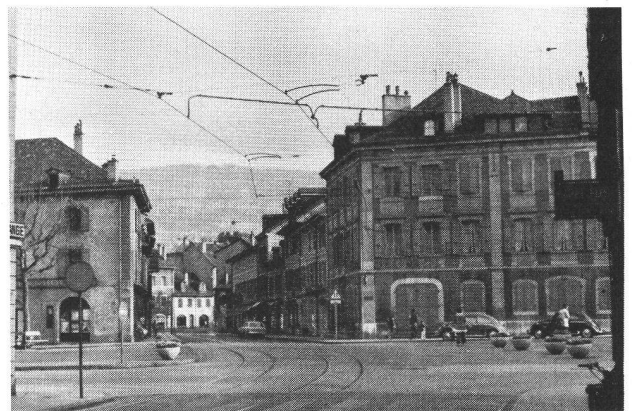
Ainsi, c'est dans cet esprit que nous avons cherché à démontrer comment une planification ouverte dans la ville et la réalisation d'un design urbain véritable pourraient constituer une démocratie urbaine. Toutefois, le problème des structures de participation à établir reste ardu et lié à une prise de conscience.

Pierre Baertschi
Mauro Riva

Note: Les deux caricatures sont de Daniel Seppi.



Vers quelle solution ?



Rue du Marché: un ensemble à préserver.

Le marché bihebdomadaire: une activité traditionnelle à maintenir.

